



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GENERALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/7/Add.1  
17 août 2010

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA  
DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE  
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE  
CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES  
BIOTECHNOLOGIQUES

Cinquième réunion

Nagoya, Japon, 11-15 octobre 2010

Point 9 de l'ordre du jour provisoire\*

### **BUDGET PROPOSÉ POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2011-2012**

*Note du Secrétaire exécutif*

#### **I. INTRODUCTION**

1. À la quatrième Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, les Parties, à la décision BS-IV/7, ont prié le Secrétaire exécutif, entre autres, de préparer et de soumettre un budget de programme pour les services de secrétariat et le programme de travail sur la prévention des risques biotechnologiques du Protocole pour la période 2011-2012, aux fins d'examen à la cinquième réunion des Parties au Protocole.

2. La Conférence des Parties a aussi prié le Secrétaire exécutif de proposer trois scénarios budgétaires fondés sur :

- a) L'évaluation du taux de croissance requis pour le budget du programme;
- b) L'augmentation théorique de 10 pour cent du budget des coûts de base par rapport au niveau de 2009-2010;
- c) Le maintien théorique du budget du programme de base au niveau de 2009-2010.

#### **A. Champ d'application de la note**

3. La présente note contient le budget du programme pour les services de secrétariat effectués pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, dans la mesure où il se distingue, pour la période biennale 2011-2012. Il est proposé par le Secrétaire exécutif aux fins d'examen à la cinquième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole.

\* UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/1.

/...

4. Cette soumission contient :

a) Une vue d'ensemble du programme de prévention des risques biotechnologiques (partie II);

b) Les coûts partagés du Protocole de protection des risques biotechnologiques avec la Convention (partie III)

c) Les hypothèses et facteurs principaux pris en compte dans la détermination des coûts du budget proposé pour la période biennale 2011-2012 et une explication de la nécessité de fournir des ressources supplémentaires (partie IV);

d) Les ressources requises pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, y compris les tableaux sommaires de la dotation en personnel et des ressources requises pour le budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) (partie V). Le document UNEP/CBD/COP/10/25/Add.1 fournit de plus amples renseignements sur les activités et les ressources requises pour les programmes et les sous-programmes;

e) Ce document contient également les éléments d'un projet de décision issus du programme proposé, aux fins d'examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole à sa cinquième réunion.

5. Les annexes I et II résument respectivement les ressources requises des fonds d'affectation spéciale BH et BI pour le programme de travail du Protocole. L'annexe III contient les évaluations des quotes-parts des Parties par rapport au budget proposé.

6. Les annexes IV et V contiennent le budget et les chiffres de dotation de personnel demandés aux paragraphes 20 b) et c) de la décision BS-IV/7, qui proposent respectivement une augmentation théorique de 10 pour cent du budget de base de 2009-2010 et le maintien théorique du budget de base de 2009-2010.

7. Le programme de travail et le budget proposés pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour les années 2011-2012 sont fondés sur la structure existante et l'expérience du Secrétariat. Ils tiennent compte également des développements prévus issus du Protocole supplémentaire sur la responsabilité et la réparation au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et le plan stratégique proposé du Protocole de Cartagena (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/5/16).

8. Soulignons que le budget de programme proposé représente la meilleure estimation possible par le Secrétariat de ses travaux des deux prochaines années et qu'il sera modifié selon les décisions et l'orientation émanant de la cinquième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, selon qu'il convient.

## **II. VUE D'ENSEMBLE**

### ***A. Centre d'intérêt du programme du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques***

#### **Division de la prévention des risques biotechnologiques**

9. La Division de la prévention des risques biotechnologiques est dirigée par un Administrateur de programme (hors classe), qui s'assure que l'ensemble du programme de travail sur la prévention des risques biotechnologiques est mis en œuvre de manière coordonnée, économique et réceptive dans les délais prescrits. La prestation du programme de travail de la Division, qui a connu une croissance exponentielle depuis l'adoption du Protocole, est assurée par les six unités opérationnelles de base suivantes : i) juridique et politiques, ii) technique et scientifique, iii) coordination du renforcement des capacités, iv) rayonnement et sensibilisation du public, v) mise en commun de l'information et mécanisme de centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et vi) facteurs socioéconomiques et de commerce.

10. En plus de diriger le programme de travail de la Division, l'Administrateur de programme (hors classe) s'assure que les organes et procédés subsidiaires du Protocole de Cartagena fonctionnent et sont exploités efficacement en vertu du mandat du Protocole. L'Administrateur de programme (hors classe) a

aussi la responsabilité d'entretenir et de promouvoir des liens réguliers, adéquats et convenables avec d'autres activités relevant de la Convention sur la diversité biologique et autres organisations compétentes telles que les agences des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, les établissements d'enseignement et de recherche, l'industrie et le secteur privé, afin de promouvoir la collaboration et des partenariats efficaces pour l'application du Protocole.

### **Politiques et juridique**

11. Cette unité opérationnelle de base s'occupe de toutes les questions juridiques liées au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et contrôle la conséquence des travaux de la Division de la prévention des risques technologiques des points de vue des politiques et juridique. L'unité facilite le processus menant à l'élaboration de règles et de procédures internationales sur la responsabilité et la réparation pour les dommages causés par les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés. Le personnel de l'unité prépare les documents de base et les documents d'information pour toutes les réunions de l'organe de négociation, soutient les co-présidents lors du processus de négociation et s'occupe de l'organisation générale et du déroulement en douceur de ces réunions. Après l'adoption possible d'un Protocole supplémentaire, l'unité assurera le soutien et facilitera la signature, la ratification ou l'accès expéditifs à l'instrument par les Parties au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, et son application.

12. L'unité aide aussi le Comité d'application du Protocole en assurant la liaison avec le président et les autres membres du Comité, en préparant la documentation nécessaire pour les réunions du Comité, en recueillant de l'information et en menant des études sur l'expérience et les travaux relatifs aux ententes de conformité semblables relevant d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et fait part des résultats de ses travaux au Comité afin de faciliter les travaux de ce dernier. L'unité fournit aussi aux Parties, sur demande, des renseignements et des avis juridiques sur les difficultés auxquelles elles doivent faire face dans le respect de leurs obligations en vertu du Protocole ou sur des questions d'ordre général qui surviennent pendant l'exécution de leurs obligations en vertu du Protocole, notamment en offrant des commentaires sur les cadres de travail nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques.

13. De façon générale, le personnel de l'unité répond aux questions des étudiants, des chercheurs, des agences compétentes et des autres personnes et agences intéressées à la prévention des risques biotechnologiques, sur la compréhension et l'application du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. Le personnel s'acquitte de cette tâche en participant, sur invitation, aux discussions de groupe, aux ateliers et autres programmes de rayonnement afin de faire connaître le Protocole et de fournir de l'information sur l'état de son application.

### **Technique et scientifique**

14. Cette unité opérationnelle de base, qui relève actuellement d'un seul Administrateur de programme, aide les Parties à appliquer les dispositions d'évaluation des risques et de gestion des risques et répond à toute autre demande de nature technique et scientifique des Parties. De plus l'unité facilite le processus de développement d'une orientation pour l'évaluation des risques et la gestion des risques. Le personnel de l'unité prépare les documents de base et les documents d'information pour les organes subsidiaires scientifiques tels que le Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et le forum de discussion sur le mécanisme de Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, et s'occupe de l'organisation générale et du déroulement en douceur de ces réunions. L'unité recense les enseignements tirés et les meilleures pratiques et les met à la disposition des Parties par l'entremise du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

15. L'unité étend les débats sur les questions scientifiques aux nombreux travailleurs scientifiques, de manière économique, en utilisant des moyens innovateurs tels que les forums en ligne à composition non limitée, les forums de discussions spéciaux en ligne et les conférences en ligne en temps réel grâce au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, comme indiqué par les Parties.

16. De plus, l'unité coordonne et facilite le développement de matériel de formation en collaboration avec d'autres organisations des Nations Unies (la Convention d'Aarhus de la Commission économique des

Nations Unies pour l'Europe, la Convention internationale pour la protection des végétaux et le Programme des Nations Unies pour l'environnement) et des organisations internationales. Ce matériel de formation sert à renforcer les capacités des Parties.

17. L'unité s'acquitte également des tâches suivantes : i) créer et réviser les nouveaux enregistrements d'organismes vivants modifiés, de gènes et d'organismes, iii) maintenir et mettre à jour les enregistrements existants relatifs aux organismes vivants modifiés, aux gènes et aux organismes dans les fichiers du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, iii) assurer l'existence d'un lien fonctionnel entre les dossiers d'évaluation des risques et les enregistrements d'organismes vivants modifiés et iv) développer des formats révisés communs pour la proposition d'enregistrements pour les trois fichiers mentionnés ci-dessus et les sommaires d'évaluation des risques.

### **Rayonnement et sensibilisation du public**

18. Cette unité opérationnelle facilite l'application de l'article 23 du Protocole sur la sensibilisation et la participation du public et augmente la visibilité du Protocole et le soutien à celui-ci. L'unité soutient les Parties dans l'application de l'article 23 du Protocole et leurs décisions sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public, notamment en préparant des documents de base et des documents d'information, et fait rapport de l'état de l'application de l'article 23.

19. De plus, l'unité hausse le niveau de conscientisation au Protocole et la connaissance de ce dernier en faisant des présentations, en maintenant le site Web du Protocole, en produisant et en diffusant du matériel d'information et de sensibilisation (p. ex., le bulletin d'information du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques, des livrets, des fiches d'information et du matériel audiovisuel), en organisant des activités de rayonnement (événements parallèles, foires publiques et expositions), en répondant aux questions du public, en assurant la promotion de la couverture médiatique des questions liées au Protocole, en organisant des conférences de presse et des entrevues, et en gardant contact avec les journalistes et les organisations médiatiques intéressées à la prévention des risques biotechnologiques.

### **Mise en commun de l'information et Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques**

20. Cette unité opérationnelle de base assure la mise en commun de l'information et le fonctionnement efficace du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques relevant du Protocole. L'unité assure le succès du programme de travail pluriannuel pour le développement et le fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Le programme comprend cinq éléments : i) structure et fonctionnement du portail central, qui a pour but d'améliorer la facilité de communiquer et d'avoir accès à l'information contenue au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques en réponse aux besoins connus des usagers, ii) la quantité et la gestion de l'information, qui a pour but d'augmenter la quantité d'information transmise actuellement au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et d'assurer qu'elle est communiquée au moment opportun, iii) la mise en commun d'information et d'expériences avec les organismes vivants modifiés, qui a pour but de mettre à disposition des utilisateurs du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques une quantité d'information plus vaste, iv) le renforcement des capacités et l'accessibilité autre qu'en ligne, qui a pour but d'assurer que les pays possèdent les capacités nécessaires pour avoir accès au portail central en ligne et qu'ils puissent obtenir de l'information par le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques de manière opportune et v) l'examen des activités.

21. Le personnel de cette unité a développé et entretenu des modules de forum, en temps réel et de partage de documents au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques offre une section d'enregistrement réorganisée et des formats communs révisés, afin de faciliter la soumission d'information. Une section d'aide pour l'enregistrement et un programme de traduction assistée par ordinateur visant à faciliter la traduction de toutes les pages du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques ont été développés. La section d'enregistrement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques a été mise à jour et traduite dans les six langues des Nations Unies. Un outil en ligne est offert pour l'analyse des

statistiques et la représentation graphique des données. L'unité gère couramment les dossiers nationaux et de référence soumis par toutes les catégories d'utilisateurs du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et fournit de l'assistance aux nœuds nationaux. Le personnel offre également une formation aux conseillers régionaux du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques du projet de renforcement des capacités du PNUE-FEM.

### **Coordination du renforcement des capacités**

22. Le programme de travail du renforcement des capacités coordonne, soutient, surveille et fait rapport de l'application des décisions des Parties en matière de renforcement des capacités, afin d'assurer l'application efficace du Protocole.

23. Le programme a pour fonctions de base de i) faciliter l'application du plan d'action pour le renforcement des capacités pour une application efficace du Protocole et la remise de rapports à cet égard, notamment en diffusant de l'information et des enseignements tirés, et en préparant des rapports sur les besoins en renforcement des capacités des Parties et sur l'application du plan d'action, ii) administrer le mécanisme de coordination, notamment en maintenant les bases de données de renforcement des capacités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, et organiser et servir les réunions du Groupe de liaison sur le renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques, les réunions de coordination des gouvernements et des organisations appliquant et/ou finançant les activités de renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques, et les réunions des établissements d'enseignement offrant un enseignement et une formation en prévention des risques biotechnologiques, iii) administrer le fichier des experts et le fonds volontaire du fichier, notamment en étudiant les dossiers de candidature au fichier afin de s'assurer que rien n'y manque, en maintenant le fichier au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en aidant les Parties à recenser les experts requis dans le fichier et en vérifiant leur disponibilité, en traitant les demandes des Parties souhaitant recevoir le soutien du fonds volontaire pour payer les services des experts choisis dans le fichier et en préparant des rapports sur l'état et le fonctionnement du fichier et du fonds volontaire, iv) en développant des outils de renforcement des capacités et du matériel-ressource et en organisant des ateliers régionaux de renforcement des capacités et de formation des formateurs des Parties sur des sujets précis et v) en initiant et en entretenant la collaboration avec les organisations compétentes, dont le FEM et ses agences d'exécution, et en soutenant les projets de renforcement des capacités pour la prévention des risques biotechnologiques.

### **Facteurs socioéconomiques et de commerce**

24. Cette unité opérationnelle de base facilite la coopération de la recherche et de la mise en commun d'information sur toutes les conséquences socioéconomiques. L'unité contribue également aux projets de renforcement des capacités dans le contexte de l'article 18 du Protocole. Le programme de l'unité consiste surtout à répondre aux demandes des Parties en préparant des documents sur les conséquences socioéconomiques des organismes vivants modifiés et à servir le mécanisme de coordination des gouvernements appliquant et/ou finançant les activités de renforcement des capacités qui s'intéressent au renforcement des capacités et aux facteurs socioéconomiques.

25. Les deux principaux volets des facteurs liés au commerce sont :

a) La coopération avec d'autres organisations actives dans les domaines du commerce, de l'environnement et des organismes vivants modifiés, à savoir les participants à l'initiative des Douanes vertes, un partenariat d'organisations internationales collaborant à la prévention du commerce illicite des produits écologiques et au commerce légal de ces produits;

b) Les activités de renforcement des capacités sur la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification des organismes vivants modifiés (article 18 du Protocole), à savoir l'organisation d'ateliers régionaux de formation des formateurs à l'intention des douaniers de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique sur l'identification et la documentation des organismes vivants modifiés.

26. L'unité a collaboré avec la division de coordination avec le FEM du PNUE à des travaux d'établissement de la portée des impacts des facteurs socioéconomiques. Le projet comprenait une enquête

en ligne sur l'utilisation et l'expérience dans l'application des facteurs socioéconomiques à la prise de décisions sur les organismes vivants modifiés.

### III. COÛTS PARTAGÉS

27. Au paragraphe 22 de la décision BS-IV/7, les Parties au Protocole prient le Secrétaire exécutif d'utiliser le mécanisme de suivi afin de réviser la proportion 85:15 indiquée au paragraphe 11 de la même décision lors de sa présentation du budget de programme proposé pour la période biennale 2011-2012.

28. Il a été observé au cours de la période biennale en cours, que la proportion 85:15 ne correspond plus à la réalité dans la distribution du travail et ce, pour plusieurs postes partagés par la Convention et le Protocole. Par conséquent, et afin de corriger la situation, le Secrétaire exécutif propose qu'un **poste P-3 sur les évaluations scientifiques**, dont le titulaire travaille surtout à l'évaluation des risques et la gestion des risques et est payé à 85 pour cent par la Convention, soit entièrement payé par le budget du Protocole.

29. De plus, en ce qui concerne le travail quotidien, il est proposé que les quatre postes professionnels suivants (deux postes P-4 et deux postes P-3) ainsi qu'un poste de services généraux, financés actuellement à 85 pour cent par la Convention, soient entièrement financés à même le budget de la Convention : Le **P-4 sur les évaluations scientifiques** qui travaille surtout sur les Perspectives mondiales de la diversité biologique, le **P-3 Administrateur du site Web** du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, le **P-3 Administrateur du rapport national et l'adjoint de programme aux rapports nationaux relevant des Services généraux**. Il est également proposé de réaffecter le poste **P-4 de Secrétaire des organes directeurs**, un poste partagé, au poste de **Chef de bureau (P-4)** de la Convention, relevant du Secrétaire exécutif. Cette proposition s'applique à tous les scénarios budgétaires proposés dans ce document.

### IV. FACTEURS ET HYPOTHÈSES SUR LESQUELS REPOSENT LES ESTIMATIONS DES BESOINS EN PERSONNEL ET EN RESSOURCES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2011-2012

#### A. Coûts d'appui au programme

30. Le Règlement financier et règles de gestion financière des Nations Unies stipule que des frais généraux de 13 pour cent doivent être versés au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin de payer les coûts de gestion du fonds d'affectation spéciale. Le PNUE retourne une part de ces sommes au Secrétariat afin de payer une partie des coûts de soutien du Secrétariat. À l'heure actuelle, un poste professionnel au Secrétariat (Administrateur du fonds) est financé à même les coûts d'appui au programme du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques

#### B. Chiffres utilisés pour calculer les coûts de dotation en personnel

31. Les chiffres utilisés pour calculer les coûts des employés professionnels (salaire et coûts communs qui varient d'un lieu d'affectation à l'autre) dans le budget proposé pour la période biennale 2011-2012 sont fondés sur les coûts réels de 2009 majorés de 3 pour cent par année, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Niveau	2009	2010	2011	2012
ASG	224 400	231 100	274 500	282 700
D-1	208 000	214 200	226 000	233 000
P-5	189 000	194 600	207 400	213 600
P-4	161 500	166 300	172 400	177 500
P-3	137 000	141 200	140 800	145 000
P-2	108 000	111 100	105 500	108 500

/...

Niveau	2009	2010	2011	2012
Services généraux	58 800	60 500	58 000	60 000

### *C. Hypothèses*

32. Le budget de programme proposé pour le Protocole repose sur les hypothèses suivantes :

a) Les coûts des services du Secrétariat assurés au Protocole, dans la mesure où ils sont distincts, seront payés par les Parties au Protocole;

b) Quinze pour cent des coûts partagés de la Convention et du Protocole seront payés par le Protocole, conformément à l'analyse de temps réalisée par le Secrétariat à la demande de la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole;

c) Une augmentation annuelle de 3 pour cent est appliquée aux coûts en personnel. Cette augmentation comprend l'augmentation de salaire obligatoire des Nations Unies et le taux d'inflation général;

d) Les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole doivent être convoquées tous les deux ans, en même temps que les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, comme le prévoit le paragraphe 6 de l'article 29 du Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement;

e) Les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole dureront une semaine;

f) Le Bureau se réunit deux fois par année, en même temps que d'autres réunions pertinentes, de préférence. De plus, le Bureau se réunira tous les jours lors des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole;

g) Des réunions annuelles d'un groupe de liaison sur le renforcement des capacités (15 participants subventionnés) sont envisagées;

h) Il y aura deux réunions du Comité de conformité par année réunissant quinze (15) participants (3 par région);

i) Réunions annuelles du Comité consultatif informel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (12 participants subventionnés);

j) Réunions annuelles du Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques;

k) Réunions annuelles du Groupe spécial d'experts techniques pour l'évaluation et la révision.

### **V. RESSOURCES REQUISES POUR LE PROTOCOLE POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2011-2012**

33. Le nombre de Parties au Protocole atteint maintenant 159 car 16 pays ont ratifié le Protocole depuis la quatrième réunion des Parties au Protocole. Les activités du programme de travail du Protocole ont grossi depuis l'adoption du Protocole de Cartagena en 2000, surtout en raison du développement de la proposition de Protocole sur la responsabilité et la réparation et de l'application prévue du nouveau plan stratégique du Protocole.

34. Les secteurs d'activités suivants ont été recensés en tant qu'objectifs stratégiques de l'application réussie du Protocole dans le plan stratégique :

a) Évaluation des risques et gestion des risques;

a) Renforcement des capacités;

b) Mise en commun de l'information et Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques;

- c) Sensibilisation, éducation et participation du public;
- d) Surveillance et remise de rapports, et conformité;
- e) Évaluation et révision.

35. Compte tenu de l'augmentation du volume de travail prévue pour assurer l'application réussie du plan stratégique, le Secrétariat aura besoin de renforts afin d'exercer son rôle de soutien et de faciliter la prestation conséquente des différents volets du plan. Il est proposé d'élargir la Division de prévention des risques biotechnologiques du Secrétariat, qui sera dirigée par un **Administrateur général (D-1)**, en ajoutant un **Administrateur de programme (hors classe) (P-5)** de la responsabilité et de la réparation, un **Administrateur adjoint des programmes (P-2)** pour les services aux conférences et un **Assistant programmes (G-7)** pour l'évaluation des risques.

36. De plus, le Secrétaire exécutif propose que le **Responsable de l'information scientifique et technique (P-4)** en poste relevant du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et le **Responsable des systèmes informatiques (P-3)** du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques soient promus respectivement aux niveaux P-5 et P-4, en raison de l'importance accrue qu'accordent les Parties aux services offerts par le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, surtout en ce qui a trait à la prise de décisions informées, la conformité accrue aux exigences nationales et internationales et la sensibilisation accrue du public à la prévention des risques biotechnologiques. Il est aussi proposé que **le poste partagé actuel sur les Évaluations scientifiques (P-3) relève entièrement du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques**, comme le justifient les travaux d'évaluation des risques et de gestion des risques actuellement en cours.

37. Le budget proposé (tableau 1 ci-dessous) comprend une augmentation théorique de 1 435 900 \$US ou 26,1 pour cent par rapport au budget de 2009-2010 en raison de l'ajout de quatre nouveaux postes (trois postes professionnels et un poste de services généraux) et la promotion de quatre postes aux niveaux D-1, P-5 et P-4. La dotation du personnel proposée est indiquée au tableau 2.

**Tableau 1. Ressources requises par objet de dépense du budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour la période biennale 2011-2012**

(milliers \$US)

	Dépense	2011	2012
A.	Coûts en personnel*	2 078,3	2 141,6
B.	Réunions du Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties	50,0	60,0
C.	Sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole		400,0
D.	Consultants/sous-traitants	20,0	20,0
E.	Voyages pour affaires officielles	60,0	60,0
F.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités (1/année)	30,0	30,0
G.	Réunions du comité consultatif informel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (1/année)	40,0	40,0
H.	Réunions du Comité de conformité (2/année)	80,0	80,0
I.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation des risques	50,0	50,0
J.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation et examen	50,0	50,0
K.	Préparatifs en vue de la ratification du Protocole supplémentaire sur la responsabilité et la réparation	50,0	0,0
L.	Projets indépendants d'évaluation du renforcement des capacités	20,0	0,0
M.	Traduction du site Web du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	20,0
N.	Coûts de formation	5,0	5,0
O.	Frais d'exploitation généraux**	259,7	259,7
P.	Assistance temporaire/temps supplémentaire	20,0	20,0
	<b>Total</b>	<b>2 833,1</b>	<b>3 236,3</b>
	<b>Coûts d'appui au programme 13 %</b>	<b>368,3</b>	<b>420,7</b>
	<b>Réserve de fonds de roulement</b>	<b>70,2</b>	
	<b>Budget total</b>	<b>3 271,6</b>	<b>3 657,1</b>

\* Comprend 15 p. cent de 1 P-5, 1 P-4, 3 P-3 et 2 GS partagés avec la Convention.

\*\* 15 p. cent des coûts d'exploitation généraux du Secrétariat : loyer, entretien, communications, papier et fournitures de bureau, équipement, etc.

**Tableau 2. Exigences particulières du Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques en matière de dotation de personnel payé à même le budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour la période biennale 2011-2012**

	2011	2012
Employés professionnels		
D-1	1	1
P-5	2	2
P-4	3	3
P-3	2	2
P-2	2	2
<i>Total de la catégorie des employés professionnels</i>	<i>10</i>	<i>10</i>
<i>Total de la catégorie des employés des services généraux</i>	<i>5</i>	<i>5</i>
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>15</b>

\*De plus, 15 p. cent du temps de 1 P-5, 1 P-4, 3 P-3 et 2 GS financés surtout par la Convention.

**Tableau 3. Comparaison du budget de programme de 2009-2010 par rapport au budget de programme proposé pour la période biennale 2011-2012**

	Dépense	2009	2010	2011	2012
A.	Coûts en personnel*	1 541,5	1 587,3	2 078,3	2 141,6
B.	Réunions du Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties	50,0	60,0	50,0	60,0
C.	Réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole	0,0	400,0	0,0	400,0
D.	Consultants/sous-traitants	25,0	25,0	20,0	20,0
E.	Voyages pour affaires officielles	60,0	60,0	60,0	60,0
F.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités (1/année)	35,0	35,0	30,0	30,0
G.	Réunions du comité consultatif informel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (1/année)	40,0	40,0	40,0	40,0
H.	Réunions du Comité de conformité (2/année)	47,5	47,5	80,0	80,0
I.	Réunions sur la responsabilité et la réparation	100,0	0,0	50,0	0,0
J.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation des risques	90,0	0,0	50,0	50,0
K.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation et examen	0,0	0,0	50,0	50,0
L.	Projets indépendants d'évaluation du renforcement des capacités	0,0	0,0	20,0	0,0
M.	Traduction du site Web du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	20,0	20,0	20,0
N.	Coûts de formation	0,0	0,0	5,0	5,0
O.	Frais d'exploitation généraux*	248,1	254,6	259,7	259,7
P.	Assistance temporaire/temps supplémentaire	20,0	20,0	20,0	20,0
	<b>Total</b>	<b>2 277,1</b>	<b>2 549,5</b>	<b>2 833,1</b>	<b>3 236,3</b>
	<b>Coûts d'appui au programme 13 %</b>	<b>296,0</b>	<b>331,4</b>	<b>368,3</b>	<b>420,7</b>
	<b>Réserve de fonds de roulement</b>	<b>38,6</b>		<b>70,2</b>	
	<b>Budget total</b>	<b>2 611,8</b>	<b>2 880,9</b>	<b>3 271,6</b>	<b>3 657,1</b>

\*15 p. cent des coûts d'exploitation généraux du Secrétariat : loyer, entretien, communications, papier et fournitures de bureau, équipement, etc.

**Pourcentage d'augmentation théorique par rapport au budget de 2009-2010**

**26,1 %**

**Tableau 4. Réunions à financer à même le budget de base de la période biennale 2011-2012**  
(milliers \$US)

Description	2011	2012
<b>Réunions</b>		
Réunions du Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties	50,0	60,0
Groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	30,0
Comité de conformité	80,0	80,0
Comité consultatif informel du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40,0	40,0
Réunions sur la responsabilité et la réparation	50,0	0,0
Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques	50,0	50,0
Groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation et l'examen	50,0	50,0
Sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole		400,0
<b>Total</b>	<b>350,0</b>	<b>710,0</b>

**Tableau 5. Comparaison du tableau de dotation en personnel de 2009-2010 par rapport au tableau de dotation en personnel proposé pour la période biennale 2011-2012**

	2009	2010	2011	2012
A. Catégories professionnelle et supérieures				
D-1	0	0	1	1
P-5	1	1	2	2
P-4	2	2	3	3
P-3	2	2	2	2
P-2	1	1	2	2
Total des catégories professionnelle et supérieures	7	7	10	10
B. Total de la catégorie des services généraux	4	4	5	5
TOTAL (A+B)	11	11	15	15
C. Pourcentage d'augmentation par rapport à la période biennale précédente				36 %

## VI. MESURES QUE POURRAIT PRENDRE LA CONFÉRENCE DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA

38. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pourrait souhaiter adopter une décision qui ressemble à ce qui suit :

*La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques*

1. *Accueille* la contribution annuelle de 1 082 432 \$US, qui sera augmentée de 2 pour cent par année, du gouvernement du pays hôte, le Canada, et de la province du Québec, pour le fonctionnement du Secrétariat, dont 16,5 sont affectés chaque année à la compensation des contributions des Parties au Protocole pour la période 2011-2012;

2. *Approuve* un budget de base du programme (BG) de [xxx] \$US pour l'année 2011 et de [xxx] \$US pour l'année 2012, aux fins établies dans le tableau x ci-dessous;

3. *Approuve* la dotation en personnel du Secrétariat précisée au tableau x ci-dessous et *demande* à ce que tous les postes à pourvoir le soient rapidement;

4. *Adopte* le barème des quotes-parts pour l'affectation des coûts en vertu du Protocole pour les années 2011-2012, précisé dans le tableau x ci-dessous ;

5. *Décide* de fixer la réserve de fonds de roulement à 5 pour cent du budget de base du programme (BG), comprenant les coûts d'appui au programme;

6. *Autorise* le Secrétaire exécutif à s'engager jusqu'aux limites établies dans le budget approuvé, en puisant dans toutes les sommes en espèces disponibles telles que les soldes non dépensés, les contributions provenant de périodes financières antérieures et les revenus divers;

7. *Accepte* de partager les coûts des services de secrétariat communs à la Convention sur la diversité biologique et au Protocole dans une proportion de 85:15 pour la période biennale 2011-2012;

8. *Invite* toutes les Parties au Protocole à prendre note que les contributions au budget de base du programme (BG) sont dues le 1<sup>er</sup> janvier de l'année du budget visé et à les payer rapidement, et *exhorte* les Parties capables de le faire à payer la contribution précisée dans le tableau x avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année 2010 pour l'année 2011 et le 1<sup>er</sup> octobre 2011 pour l'année 2012 et, à cet égard, *demande* à ce que les Parties soient informées, si possible, du montant de leur contribution avant le 1<sup>er</sup> août de l'année précédant l'année visée par la contribution;

9. *Prend note* avec inquiétude que plusieurs Parties n'ont pas encore payé leur contribution au budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour l'année 2010 et précédentes;

10. *Exhorte* les Parties qui n'ont pas encore versé leur contribution au budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour l'année 2010 et précédentes, à le faire immédiatement et prie le Secrétaire exécutif de publier l'information sur l'état des contributions aux fonds d'affectation spéciale du Protocole (BG, BH et BI) et de la mettre à jour régulièrement;

11. *Décide*, pour les contributions dues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, que les Parties ne figurant pas parmi les pays les moins avancés et les petits États insulaires et dont les contributions accusent deux (2) ans de retard et plus ne seront pas admissibles à devenir membres du Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

12. *Autorise* le Secrétaire exécutif à conclure une entente pour l'établissement d'un calendrier de paiement faisant l'objet d'un commun accord avec toute Partie dont les contributions sont en retard depuis plus de deux ans, afin d'éliminer toutes les contributions en souffrance dans les six ans qui suivront, selon les circonstances financières de la Partie en retard, et de payer les futures contributions à la date due, et à faire rapport sur l'application d'une telle entente à la prochaine réunion du Bureau et à

la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques;

13. *Décide* que toute Partie ayant conclu une entente comme celle mentionnée au paragraphe 12 et qui respecte les dispositions de cet accord ne sera pas visée par les dispositions du paragraphe 11 ci-dessus;

14. *Prend note* des estimations de financement pour les activités du Protocole à être financées par :

a) Le fonds d'affectation spéciale volontaire (BH) pour les contributions supplémentaires volontaires en appui aux activités approuvées pour la période biennale 2011-2012, comme précisé par le Secrétaire exécutif (voir les ressources requises à l'annexe I ci-jointe);

b) Le fonds d'affectation spéciale volontaire (BI) pour faciliter la participation des pays en développement Parties, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, pour la période biennale 2011-2012, comme précisé par le Secrétaire exécutif (voir les ressources requises à l'annexe II ci-jointe);

et *exhorte* les Parties à contribuer à ces fonds;

15. *Prie* le Secrétariat de rappeler aux Parties que les contributions doivent parvenir au fonds d'affectation spéciale BI au moins six mois avant la réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, si les Parties en sont financièrement capables, et exhorte les Parties capables à s'assurer que leur contribution est versée, au moins trois mois avant la réunion;

16. *Invite* les États non Parties au Protocole, ainsi que les organisations gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, à contribuer aux fonds d'affectation spéciale du Protocole (BI et BH) afin que le Secrétariat puisse mettre en œuvre les activités approuvées dans un délai raisonnable, surtout les activités prioritaires pour le renforcement des institutions et les activités liées à l'évaluation des risques, la gestion des risques et le fonctionnement efficace du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques cernées par les pays en développement et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition;

17. *Confirme* l'importance de la participation pleine et active des pays en développement Parties, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, aux activités du Protocole et, afin d'améliorer la légitimité des décisions du Protocole, autorise le Secrétaire exécutif, avec le consentement du Bureau, à puiser dans les économies ou les surplus du fonds d'affectation spéciale BG, jusqu'à concurrence de 150 000 \$US, s'il n'y a pas suffisamment d'argent dans le fonds d'affectation spéciale BI trois mois avant la réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties, afin de payer les coûts engagés pour faciliter la participation des pays en développement Parties, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires, ainsi que les pays à économie en transition, à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties;

18. *Décide* que les fonds d'affectation spéciale du Protocole (BG, BH, BI) seront prolongés pour une période de deux ans, c'est-à-dire du 1<sup>er</sup> janvier 2012 au 31 décembre 2013;

19. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer un budget de programme pour les services de secrétariat et le programme de travail pour la prévention des risques biotechnologiques du Protocole pour la période biennale 2013-2014 et de le soumettre à la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole;

20. *Prie* le Secrétaire exécutif de présenter un rapport sur les revenus et les résultats budgétaires, les soldes non dépensés et l'état du surplus et des reports, ainsi que sur les ajustements faits au budget du Protocole pour la période biennale 2010-2012 et de transmettre toute l'information financière relative au budget de la Convention sur la diversité biologique à la Conférence des Parties

siégeant en tant que Réunion des Parties et aux correspondants de la prévention des risques biotechnologiques, en même temps qu'il la transmet aux Parties à la Convention;

21. *Prend note* de la note du Secrétaire exécutif sur les frais administratifs généraux remise au Bureau et *prie* le directeur exécutif du PNUE de s'efforcer d'offrir au Secrétariat des services semblables à ceux offerts au siège des Nations Unies et aux deux autres conventions de Rio et, à cet égard, *demande* à ce que les fonds d'affectation spéciale volontaires du Secrétariat soient exemptés de payer les 13 pour cent de coûts d'appui au programme;

22. *Invite* le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement à faire rapport à la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques sur l'utilisation des coûts d'appui au programme pour soutenir le fonctionnement du Secrétariat.

*Annexe I*

***Ressources requises du Fonds d'affectation spéciale volontaire (BH) sous forme de contributions supplémentaires volontaires en appui aux activités approuvées du Protocole de Cartagena pour la période biennale 2011-2012***

<b>I Description*</b>	<b>2011-2012</b>
<b><i>Réunions/ateliers</i></b>	
<b>Point 6 de l'ordre du jour :</b> État d'avancement des activités de renforcement des capacités et de l'utilisation du fichier d'experts de la prévention des risques biotechnologiques	200 000
<b>Point 10.1 de l'ordre du jour :</b> Manipulation, transport, emballage et identification	220 000
<b>Point 10.2 de l'ordre du jour :</b> Manipulation, transport, emballage et identification	450 000
<b>Point 12 de l'ordre du jour :</b> Responsabilité et réparation	50 000
<b>Point 13 de l'ordre du jour :</b> Évaluation des risques et gestion des risques	488 000
<b>Point 14 de l'ordre du jour :</b> Sensibilisation et participation du public	100 000
<b>Point 16 de l'ordre du jour :</b> Évaluation et examen	100 000
<b><i>Personnel de courte durée / assistance temporaire</i></b>	
<b>Point 6 de l'ordre du jour :</b> État d'avancement des activités de renforcement des capacités et de l'utilisation du fichier d'experts de la prévention des risques biotechnologiques	9 000
<b>Point 13 de l'ordre du jour :</b> Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 et 16)	9 000
<b>Point 16 de l'ordre du jour :</b> Évaluation et examen (article 35)	4 500
<b><i>Consultants</i></b>	
<b>Point 5 de l'ordre du jour :</b> Fonctionnement et activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20 000
<b>Point 6 de l'ordre du jour :</b> État d'avancement des activités de renforcement des capacités et de l'utilisation du fichier d'experts de la prévention des risques biotechnologiques	20 000
<b>Point 13 de l'ordre du jour :</b> Évaluation des risques et gestion des risques	15 000
<b>Point 14 de l'ordre du jour :</b> Sensibilisation et participation du public (article 23, paragraphe 1)	20 000
<b><i>Voyages du personnel</i></b>	
<b>Point 6 de l'ordre du jour :</b> État d'avancement des activités de renforcement des capacités et de l'utilisation du fichier d'experts de la prévention des risques biotechnologiques	40 000
<b>Point 8 de l'ordre du jour :</b> Coopération avec d'autres organisations conventions et initiatives	30 000
<b>Point 12 de l'ordre du jour :</b> Responsabilité et réparation (article 27)	10 000
<b>Point 13 de l'ordre du jour :</b> Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 and 16)	30 000
<b>Point 14 de l'ordre du jour :</b> Sensibilisation et participation du public (article 23, paragraphe 1)	10 000
<b>Point 16 de l'ordre du jour :</b> Évaluation et examen (article 35)	10 000

**2011-2012*****Publications/coûts d'impression***

<b>Point 5 de l'ordre du jour :</b> Fonctionnement et activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40 000
--	--------

<b>Point 6 de l'ordre du jour :</b> État d'avancement des activités de renforcement des capacités et de l'utilisation du fichier d'experts de la prévention des risques biotechnologiques	40 000
---	--------

<b>Point 12 de l'ordre du jour :</b> Responsabilité et réparation (article 27)	30 000
--	--------

<b>Point 13 de l'ordre du jour :</b> Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 and 16)	70 000
---	--------

<b>Point 14 de l'ordre du jour :</b> Sensibilisation et participation du public (article 23, paragraphe 1)	80 000
--	--------

<b>Point 16 de l'ordre du jour :</b> Évaluation et examen (article 35)	4 000
--	-------

***Activités***

<b>Point 5 de l'ordre du jour :</b> Fonctionnement et activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (équipement)	45 000
---	--------

<b>Point 6 de l'ordre du jour :</b> État d'avancement des activités de renforcement des capacités et de l'utilisation du fichier d'experts de la prévention des risques biotechnologiques	100 000
---	---------

---

<b><i>Total partiel I</i></b>	<b><i>2 244 500</i></b>
-------------------------------	-------------------------

---

<b><i>II Coûts d'appui au programme (13 p. cent)</i></b>	<b><i>291 785</i></b>
--	-----------------------

---

<b><i>Total des coûts (I + II)</i></b>	<b><i>2 536 285</i></b>
--	-------------------------

---

\* Points à l'ordre du jour de la cinquième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties

*Annexe II*

***Ressources requises du Fonds d'affectation spéciale volontaire (BI) pour faciliter la participation des Parties au Protocole pour la période biennale 2011-2012***

*(milliers \$US)*

<b>Description</b>		<b>2011</b>	<b>2012</b>
<b>I.</b>	<b><i>Réunions</i></b>		
	Réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole		600,0
	Réunions sur le Protocole de responsabilité et réparation	600,0	
	Total partiel I	600,0	600,0
<b>II.</b>	Coûts d'appui au programme (13 %)	78,0	78,0
	<b>Total des coûts (I + II)</b>	<b>678,0</b>	<b>678,0</b>

*Annexe III*

**CONTRIBUTION PRÉVUES AU FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES POUR LA PÉRIODE BIENNALE 2011-2012**

<b>Pays membre</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)</b>	<b>Total des contributions 2011-2012 (\$US)</b>
Afrique du Sud	0,385	0,516	16 872	0,385	0,516	18 859	35 731
Albanie	0,010	0,013	438	0,010	0,013	490	928
Allemagne	8,018	10,740	351 368	8,018	10,740	392 767	744 135
Angola	0,010	0,010	327	0,010	0,010	366	693
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Arabie saoudite	0,830	1,112	36 373	0,830	1,112	40 658	77 031
Arménie	0,005	0,007	219	0,005	0,007	245	464
Autriche	0,851	1,140	37 293	0,851	1,140	41 687	78 980
Azerbaïdjan	0,015	0,020	657	0,015	0,020	735	1 392
Bahamas	0,018	0,024	789	0,018	0,024	882	1 671
Bangladesh	0,010	0,010	327	0,010	0,010	366	693
Barbade	0,008	0,011	351	0,008	0,011	392	742
Belarus	0,042	0,056	1 841	0,042	0,056	2 057	3 898
Belgique	1,075	1,440	47 109	1,075	1,440	52 660	99 769
Belize	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Benin	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Bhoutan	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Bolivie	0,007	0,009	307	0,007	0,009	343	650

	Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)	Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)	Contribution au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)	Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)	Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)	Contribution au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)	Total des contributions 2011-2012 (\$US)
<b>Pays membre</b>							
Bosnie-Herzégovine	0,014	0,019	614	0,014	0,019	686	1 299
Botswana	0,018	0,024	789	0,018	0,024	882	1 671
Brésil	1,611	2,158	70 598	1,611	2,158	78 916	149 514
Bulgarie	0,038	0,051	1 665	0,038	0,051	1 861	3 527
Burkina Faso	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Burundi	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Cambodge	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Cameroun	0,011	0,015	482	0,011	0,015	539	1 021
Cap-Vert	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Chine	3,189	4,272	139 750	3,189	4,272	156 215	295 965
Chypre	0,046	0,062	2 016	0,046	0,062	2 253	4 269
Colombie	0,144	0,193	6 310	0,144	0,193	7 054	13 364
Comores	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Congo	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Costa Rica	0,034	0,046	1 490	0,034	0,046	1 666	3 155
Croatie	0,097	0,130	4 251	0,097	0,130	4 752	9 002
Cuba	0,071	0,095	3 111	0,071	0,095	3 478	6 589
Danemark	0,736	0,986	32 253	0,736	0,986	36 053	68 307
Djibouti	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Dominique	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Égypte	0,094	0,126	4 119	0,094	0,126	4 605	8 724
El Salvador	0,019	0,025	833	0,019	0,025	931	1 763
Équateur	0,040	0,054	1 753	0,040	0,054	1 959	3 712
Érythrée	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Espagne	3,177	4,256	139 224	3,177	4,256	155 628	294 851
Estonie	0,040	0,054	1 753	0,040	0,054	1 959	3 712

<b>Pays membre</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)</b>	<b>Total des contributions 2011-2012 (\$US)</b>
Éthiopie	0,008	0,011	351	0,008	0,011	392	742
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	0,009	307	0,007	0,009	343	650
Fidji	0,004	0,005	175	0,004	0,005	196	371
Finlande	0,566	0,758	24 803	0,566	0,758	27 726	52 529
France	6,123	8,202	268 324	6,123	8,202	299 939	568 264
Gabon	0,014	0,019	614	0,014	0,019	686	1 299
Gambie	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Géorgie	0,006	0,008	263	0,006	0,008	294	557
Ghana	0,006	0,008	263	0,006	0,008	294	557
Grèce	0,691	0,926	30 281	0,691	0,926	33 849	64 130
Grenade	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Guatemala	0,028	0,038	1 227	0,028	0,038	1 372	2 599
Guinée	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Guinée-Bissau	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Guyana	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Honduras	0,008	0,011	351	0,008	0,011	392	742
Hongrie	0,291	0,390	12 752	0,291	0,390	14 255	27 007
Îles Marshall	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Îles Salomon	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Inde	0,534	0,715	23 401	0,534	0,715	26 158	49 560
Indonésie	0,238	0,319	10 430	0,238	0,319	11 659	22 088
Irlande	0,498	0,667	21 824	0,498	0,667	24 395	46 218
Italie	4,999	6,696	219 068	4,999	6,696	244 880	463 948
Jamahiriya arabe libyenne	0,129	0,173	5 653	0,129	0,173	6 319	11 972
Japon	12,530	22,000	719 748	12,530	22,000	804 551	1 524 299
Jordanie	0,014	0,019	614	0,014	0,019	686	1 299

<b>Pays membre</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)</b>	<b>Total des contributions 2011-2012 (\$US)</b>
Kazakhstan	0,076	0,102	3 331	0,076	0,102	3 723	7 053
Kenya	0,012	0,016	526	0,012	0,016	588	1 114
Kirghizistan	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Kiribati	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Lesotho	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Lettonie	0,038	0,051	1 665	0,038	0,051	1 861	3 527
Libéria	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Lituanie	0,065	0,087	2 848	0,065	0,087	3 184	6 033
Luxembourg	0,090	0,121	3 944	0,090	0,121	4 409	8 353
Madagascar	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Malaisie	0,253	0,339	11 087	0,253	0,339	12 393	23 480
Malawi	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Maldives	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Mali	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Malte	0,017	0,023	745	0,017	0,023	833	1 578
Maurice	0,011	0,015	482	0,011	0,015	539	1 021
Mauritanie	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Mexique	2,356	3,156	103 246	2,356	3,156	115 410	218 656
Mongolie	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Monténégro	0,004	0,005	175	0,004	0,005	196	371
Mozambique	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Myanmar	0,006	0,008	263	0,006	0,008	294	557
Namibie	0,008	0,011	351	0,008	0,011	392	742
Nauru	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Nicaragua	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Niger	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186

<b>Pays membre</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)</b>	<b>Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)</b>	<b>Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)</b>	<b>Contribution au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)</b>	<b>Total des contributions 2011-2012 (\$US)</b>
Nigeria	0,078	0,104	3 418	0,078	0,104	3 821	7 239
Niue	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Norvège	0,871	1,167	38 169	0,871	1,167	42 667	80 836
Nouvelle-Zélande	0,273	0,366	11 964	0,273	0,366	13 373	25 337
Oman	0,086	0,115	3 769	0,086	0,115	4 213	7 981
Ouganda	0,006	0,008	263	0,006	0,008	294	557
Pakistan	0,082	0,110	3 593	0,082	0,110	4 017	7 610
Palau	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Panama	0,022	0,029	964	0,022	0,029	1 078	2 042
Papouasie Nouvelle-Guinée	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Paraguay	0,007	0,009	307	0,007	0,009	343	650
Pays-Bas	1,855	2,485	81 291	1,855	2,485	90 868	172 159
Pérou	0,090	0,121	3 944	0,090	0,121	4 409	8 353
Philippines	0,090	0,121	3 944	0,090	0,121	4 409	8 353
Pologne	0,828	1,109	36 285	0,828	1,109	40 560	76 845
Portugal	0,511	0,684	22 393	0,511	0,684	25 032	47 425
Qatar	0,135	0,181	5 916	0,135	0,181	6 613	12 529
République arabe syrienne	0,025	0,033	1 096	0,025	0,033	1 225	2 320
République centrafricaine	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
République de Corée	2,260	3,027	99 039	2,260	3,027	110 708	209 746
République de Moldavie	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
République démocratique du Congo	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
République démocratique populaire lao	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
République dominicaine	0,042	0,056	1 841	0,042	0,056	2 057	3 898
République islamique	0,233	0,312	10 211	0,233	0,312	11 414	21 624

	Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)	Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)	Contribution au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)	Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)	Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)	Contribution au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)	Total des contributions 2011-2012 (\$US)
<b>Pays membre</b>							
d'Iran							
République populaire démocratique de Corée	0,007	0,009	307	0,007	0,009	343	650
République tchèque	0,349	0,467	15 294	0,349	0,467	17 096	32 390
République unie de Tanzanie	0,008	0,011	351	0,008	0,011	392	742
Roumanie	0,177	0,237	7 757	0,177	0,237	8 670	16 427
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	6,604	8,846	289 403	6,604	8,846	323 502	612 905
Rwanda	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Sainte-Lucie	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Saint-Vincent-et-les- Grenadines	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Samoa	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Sénégal	0,006	0,008	263	0,006	0,008	294	557
Serbie	0,037	0,050	1 621	0,037	0,050	1 812	3 434
Seychelles	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Sierra Leone	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Slovaquie	0,142	0,190	6 223	0,142	0,190	6 956	13 179
Slovénie	0,103	0,138	4 514	0,103	0,138	5 046	9 559
Soudan	0,010	0,010	327	0,010	0,010	366	693
Sri Lanka	0,019	0,025	833	0,019	0,025	931	1 763
Suède	1,064	1,425	46 627	1,064	1,425	52 121	98 748
Suisse	1,130	1,514	49 519	1,130	1,514	55 354	104 873
Suriname	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
Swaziland	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278

	Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2011 (%)	Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)	Contribution au 1 <sup>er</sup> janvier 2011 (\$US)	Barème des quotes-parts des Nations Unies pour 2012 (%)	Barème assorti d'un plafond de 22 %, aucun PMA ne payant plus de 0,01 % (%)	Contribution au 1 <sup>er</sup> janvier 2012 (\$US)	Total des contributions 2011-2012 (\$US)
<b>Pays membre</b>							
Tadjikistan	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Tchad	0,002	0,003	88	0,002	0,003	98	186
Thaïlande	0,209	0,280	9 159	0,209	0,280	10 238	19 397
Togo	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Tonga	0,001	0,001	44	0,001	0,001	49	93
Trinité-et-Tobago	0,044	0,059	1 928	0,044	0,059	2 155	4 084
Tunisie	0,030	0,040	1 315	0,030	0,040	1 470	2 784
Turkménistan	0,026	0,035	1 139	0,026	0,035	1 274	2 413
Turquie	0,617	0,826	27 038	0,617	0,826	30 224	57 263
Ukraine	0,087	0,117	3 813	0,087	0,117	4 262	8 074
Union européenne	2,500	2,500	81 789	2,500	2,500	91 426	173 216
Venezuela	0,314	0,421	13 760	0,314	0,421	15 382	29 142
Viet Nam	0,033	0,044	1 446	0,033	0,044	1 617	3 063
Yémen	0,010	0,010	327	0,010	0,010	366	693
Zambie	0,004	0,005	175	0,004	0,005	196	371
Zimbabwe	0,003	0,004	131	0,003	0,004	147	278
<b>TOTAL</b>	<b>71,405</b>	<b>100,000</b>	<b>3 271 580</b>	<b>71,405</b>	<b>100,000</b>	<b>3 657 050</b>	<b>6 928 630</b>

*Annexe IV***PERSONNEL ET RESSOURCES REQUIS, AUGMENTATION THÉORIQUE DE 10 P. CENT  
PAR RAPPORT AU BUDGET APPROUVÉ DE 2009-2010*****Tableau 1 : Personnel requis pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques payé à  
même le budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour la période biennale 2011-2012***

		2011	2012
<b>A</b>	<b>Catégories professionnelles et supérieures</b>		
	D-1	1	1
	P-5	1	1
	P-4	3	3
	P-3	2	2
	P-2	1	1
	<b>Total des catégories professionnelle et supérieures</b>	<b>8</b>	<b>8</b>
<b>B.</b>	<b>Total de la catégorie des services généraux</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
	<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>13</b>	<b>13</b>

Autres postes partagés avec la Convention sur la diversité biologique : 1 P-5;  
1 P-4; 3 P-3; 2 GS

**Tableau 2: Ressources requises pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques puisées à même le budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour la période biennale 2011-2012**

Dépenses		2011	2012	TOTAL
		(milliers \$US)	(milliers \$US)	(milliers \$US)
A.	Coûts en personnel	1765,4	1819,5	3584,9
B.	Réunions du Bureau de la prévention des risques biotechnologiques	50,0	60,0	110,0
C.	Voyages pour affaires officielles	60,0	60,0	120,0
D.	Consultants/sous-traitants	20,0	20,0	40,0
E.	Réunions de consultation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40,0	40,0	80,0
F.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	30,0	60,0
G.	Sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties (immédiatement après la onzième réunion de la Conférence des Parties)	0,0	400,0	400,0
H.	Réunions du Comité de conformité (2/année)	80,0	80,0	160,0
I.	Préparatifs en vue de la ratification du Protocole supplémentaire sur la responsabilité et la réparation	50,0	0,0	50,0
J.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation des risques	50,0	50,0	100,0
K.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation et examen	0,0	0,0	0,0
L.	Projets indépendants d'évaluation du renforcement des capacités	20,0	0,0	20,0
M.	Traduction du site Web du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	20,0	40,0
N.	Promotion de la sensibilisation au Protocole	0,0	0,0	0,0
O.	Formation	0,0	0,0	0,0
P.	Assistance supplémentaire / temps supplémentaire	20,0	20,0	40,0
Q.	Frais d'exploitation généraux	259,7	259,7	519,4
<b>Total partiel (I)</b>		2465,2	2859,2	5324,4
<b>II</b>	<b>Coûts d'appui au programme 13 %</b>	320,5	371,7	692,2
<b>III</b>	<b>Réserve du fonds de roulement</b>	28,1		
<b>IV</b>	<b>TOTAL (I + II + III)</b>	2 813,8	3 230,9	6 044,7
<b>V</b>	<b>Moins contribution de pays hôte</b>	182,2	185,8	368,0
<b>VI</b>	<b>Total (IV-V)</b>	<b>2 631,6</b>	<b>3 045,1</b>	<b>5 676,7</b>
<b>VII</b>	<b>Moins économies des années précédentes</b>	-	-	-
<b>GRAND TOTAL (VI – VII)</b>		2 631,6	3 045,1	5 676,7
<b>Pourcentage d'augmentation par rapport au budget approuvé de 2009-2010</b>		<b>10,0</b>		

**Tableau 3: Réunions prioritaires de 2011-2012**

<b>Dépenses</b>		<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>TOTAL</b>
		<i>(milliers \$US)</i>	<i>(milliers \$US)</i>	<i>(milliers \$US)</i>
B.	Réunions du Bureau sur la prévention des risques biotechnologiques	50,0	60,0	110,0
E.	Réunions de consultation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40,0	40,0	80,0
F.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	30,0	60,0
G.	Sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties *	0,0	400,0	400,0
H.	Réunions du Comité de conformité (2/année)	80,0	80,0	160,0
I.	Préparatifs en vue de la ratification du Protocole supplémentaire sur la responsabilité et la réparation	50,0	0,0	50,0
J.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation des risques	50,0	50,0	100,0
K.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation et examen	0,0	0,0	0,0
<b>Total partiel (I)</b>		300,0	660,0	960,0

*Annexe V***PERSONNEL ET RESSOURCES REQUIS, AUGMENTATION THÉORIQUE DE 10 P. CENT  
PAR RAPPORT AU BUDGET APPROUVÉ DE 2009-2010*****Tableau 1 : Personnel requis pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques payé à même le budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour la période biennale 2011-2012***

	2011	2012
<b>A</b>		
<b>Catégorie professionnelle</b>		
P-5	1	1
P-4	3	3
P-3	3	3
P-2	1	1
<b>Total de la catégorie professionnelle</b>	8	8
<b>B.</b>		
<b>Total de la catégorie des services généraux</b>	4	4
<b>TOTAL (A + B)</b>	12	12

Autres postes partagés avec la Convention sur la diversité biologique : 1 P-5;  
1 P-4; 3 P-3; 2 GS

**Tableau 2 : Ressources requises pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques puisées à même le budget de base (fonds d'affectation spéciale BG) pour la période biennale 2011-2012**

Dépenses		2011	2012	TOTAL
		(milliers \$US)	(milliers \$US)	(milliers \$US)
A.	Coûts en personnel	1 622,2	1 671,5	3 293,7
B.	Réunions du Bureau de la prévention des risques biotechnologiques	50,0	60,0	110,0
C.	Voyages pour affaires officielles	55,0	50,0	105,0
D.	Consultants/sous-traitants	20,0	20,0	40,0
E.	Réunions de consultation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40,0	40,0	80,0
F.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	30,0	60,0
G.	Sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties (immédiatement après la onzième réunion de la Conférence des Parties)	0,0	400,0	400,0
H.	Réunions du Comité de conformité (1/année)	40,0	40,0	80,0
I.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation des risques	50,0	50,0	100,0
J.	Traduction du site Web du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	20,0	20,0	40,0
K.	Assistance supplémentaire / temps supplémentaire	15,0	15,0	30,0
L.	Frais d'exploitation généraux	259,7	259,7	519,4
<b>Total partiel (I)</b>		<b>2 202,0</b>	<b>2 656,2</b>	<b>4 858,2</b>
<b>II</b>	<b>Coûts d'appui au programme 13 %</b>	<b>286,3</b>	<b>345,3</b>	<b>631,6</b>
<b>III</b>	<b>Réserve du fonds de roulement</b>	<b>1,8</b>		
<b>IV</b>	<b>TOTAL (I + II + III)</b>	<b>2 490,0</b>	<b>3 001,5</b>	<b>5 491,5</b>
<b>V</b>	<b>Moins contribution du pays hôte</b>	<b>182,2</b>	<b>185,8</b>	<b>368,0</b>
<b>VI</b>	<b>Total (IV-V)</b>	<b>2 307,8</b>	<b>2 815,7</b>	<b>5 123,6</b>
<b>VII</b>	<b>Moins économies des années précédentes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>GRAND TOTAL (VI - VII)</b>		<b>2 307,8</b>	<b>2 815,7</b>	<b>5 123,6</b>
<b>Pourcentage d'augmentation par rapport au budget approuvé de 2009-2010</b>		<b>0,0</b>		

**Tableau 3 : Réunions prioritaires de 2011-2012**

<b>Dépenses</b>		<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>TOTAL</b>
		<i>(milliers \$US)</i>	<i>(milliers \$US)</i>	<i>(milliers \$US)</i>
B.	Réunions du Bureau sur la prévention des risques biotechnologiques	50,0	60,0	110,0
E.	Réunions de consultation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques	40,0	40,0	80,0
F.	Réunions du groupe de liaison sur le renforcement des capacités	30,0	30,0	60,0
G.	Sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties *	0,0	400,0	400,0
H.	Réunions du Comité de conformité (1/année)	40,0	40,0	80,0
I.	Groupe spécial d'experts techniques – Évaluation des risques	50,0	50,0	100,0
<b>Total partiel (I)</b>		210,0	620,0	830,0

-----